

Comment impliquer les petits producteurs ?

Quels sont les voies et moyens pour développer des chaînes de valeur agricoles pour une meilleure intégration des petits producteurs ? Cette question résume à elle seule les principaux enjeux de la conférence internationale sur les chaînes de valeur qui s'est tenue à Addis-Abeba du 6 au 9 novembre 2012.

«Aucun petit agriculteur ne rêve de finir comme il a commencé. Il aspire à faire de son agriculture une affaire rentable en intégrant la chaîne de valeur», a déclaré Josué Dioné de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (Cenua) lors de la conférence de presse intervenue en marge de l'ouverture officielle de la conférence à Addis-Abeba. Mais comment transformer les petites exploitations agricoles en entreprises économiquement viables ? «Il faut que les petits producteurs aient un accès garanti ou assez régulier, et à des coûts abordables, aux intrants qui leur permettent de produire et d'accroître leur productivité, soutient Josué Dioné. Il faut également qu'ils aient accès au marché afin d'écouler leur surplus.» La réponse du petit exploitant au stimulus du marché dépend donc largement et essentiellement de sa connexion aux facteurs de production.

Environnement propice et stabilité

Steve Wiggins, chercheur à Londres, propose deux conditions minimums que doivent satisfaire les gouvernements pour permettre aux petits agriculteurs de se relier structurellement et efficacement au marché.

► Premièrement, les gouvernements doivent créer un environnement propice et garantir une stabilité macroéconomique en initiant des réformes.

► Deuxièmement, les gouvernements doivent multiplier les investissements publics, dans l'éducation, les infrastructures, les réseaux routiers, etc. Le Ghana fait office de bon élève. Ce pays

a, depuis 1982, investi dans la construction des routes. Depuis ces réformes, le Ghana a un secteur agricole tiré vers le haut par les petits agriculteurs. «Au Ghana, même si je suis sûr que mes collègues ghanéens diront qu'ils ont beaucoup de problèmes, la production a augmenté, la malnutrition a diminué, et à le pays est en passe d'atteindre l'OMD n°1¹», estime Steve Wiggins.

La question des moyens divise.

Larry Attipoe, directeur de SNV Zimbabwe, est convaincu que les ONG sont indispensables : «Quelqu'un doit organiser les acteurs, réduire les risques, renforcer les capacités des petits producteurs pour les rendre plus attirants. Qui mieux que les ONG peut le faire?», se demandait-il ? Dans la même logique, il affirme que les ONG sont les mieux placées pour procéder à l'inclusion des petits producteurs. «Quand je suis arrivé au Zimbabwe en 2009, dit-il, il m'a fallu deux ans pour rencontrer les représentants du secteur privé. Mais aujourd'hui c'est eux qui viennent me voir et ils se risquent à investir là où ils ne seraient jamais allés avant.»

Selon de directeur de SNV Zimbabwe, les ONG jouent un rôle déterminant dans l'instauration ou la restauration d'un climat de confiance entre les acteurs. Il af-

1: Objectif du millénaire n°1: Éliminer l'extrême pauvreté et la faim

firme que, parfois, les petits producteurs eux-mêmes ne font pas confiance au secteur privé parce qu'ils ont eu de très mauvaises expériences dans le passé. «Les ONG sont les mieux placées pour utiliser les fonds publics, pour expérimenter, car de toute façon, le secteur privé n'est pas prêt à faire ce travail.»

Le secteur privé, locomotive ?

Thomas Delbar, représentant du service de développement durable du groupe Ecom, une multinationale intervenant dans le secteur du café au Kenya, croit fermement que le secteur privé et les ONG peuvent travailler main dans la main. «Le groupe Ecom est une multinationale qui s'est rendue compte, il y a trois ans, qu'il faut aider les petits producteurs pour les rendre plus autonomes», explique-t-il. Mais jusqu'où peut aller une société dans ce type d'investissement ? Le groupe Ecom propose une intervention en trois étapes. «Nous les aidons à s'organiser, nous ne les organisons pas nous-mêmes. S'ils manifestent la volonté de mieux s'organiser, on a franchi la première étape. Ensuite nous les aidons à se former, nous ne les forçons pas. S'ils ne veulent pas, ils ne viennent pas aux formations. (...) Les formateurs sont des producteurs aguerris qui rejoignent le programme pour aider leurs compatriotes.» Enfin la troisième étape, consiste à impliquer les petits producteurs dans le processus de certification du café.

Mais si l'ensemble des acteurs s'accordent sur la nécessité d'impliquer les petits producteurs dans des chaînes de valeur, la question des moyens divise. La diversité des points de vue montre qu'il n'y a pas une voie unique et qu'il faut mieux communiquer. ■

Rédigé par Inoussa Maiga, à Addis-Abeba.